

Extrait du CGT Crédit Agricole

http://www.cgta.net/article.php3?id_article=375

PANAMA PAPERS

- Actualité -



Date de mise en ligne : dimanche 24 avril 2016

Description :

Alors que la Loi Travail « El Khomri » voudrait ponctionner les travailleurs en permettant la réduction des salaires par l'allongement du temps de travail et la baisse du taux des heures supplémentaires entre autres, les salariés « découvrent », sans être totalement surpris, les magouilles fiscales mises au jour d'au moins 25.000 milliards d'Euros qui échappent au regard des caisses de l'Etat.

CGT Crédit Agricole

Au delà de l'aspect fiscal, il faut aussi s'interroger sur l'origine de ces richesses.

Issues d'activités illégales ou simples bénéfiques déportés, toutes sont le résultat de l'exploitation d'êtres humains sur lesquels pèsent des formes d'asservissements multiples.

Alors que le patronat et le gouvernement ne tarissent pas de plaintes pour justifier des licenciements, des fermetures d'usines, des délocalisations, des réorganisations et pour organiser entre eux le détournement des fonds publics au profit des entreprises, les salariés avec et sans emploi, les retraités, les étudiants, voient se réduire les moyens indispensables à vivre dignement, à se soigner et à se cultiver.

Le système de protection sociale est au plus mal, toujours plus d'effort (cotisations) et renoncement (remboursements retraites) sont demandés aux salariés, toujours plus de cadeaux sont offerts aux grandes entreprises (CICE transformé en nouvelles exonérations de cotisations sociales, limitation du montant des infractions à la loi reconnues par les prud'hommes…).

Le Crédit Agricole, lui aussi, profite d'aménagements fiscaux et d'exonérations de cotisations qui contribuent à la destruction des régimes de santé, de retraite, et des services publics.

Tout cela alimentent les actionnaires et les paradis fiscaux sur le dos des salariés.

Alors les salariés sont pleinement légitimes à se mobiliser et doivent obtenir en premier lieu le retrait de la loi Travail et ils devront exiger de nouvelles avancées sociales, dignes du 21e siècle, parce que contrairement aux messages relayés en boucle les moyens existent.

Mais il faudra avant toute chose imposer la mise sous contrôle des usagers et salariés du système bancaire et financier accaparé par le grand capital.